



Service d'Infrastructure de la Défense

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est

Caserne Ney – 1 rue du Maréchal Lyautey

CS 92005 – 57044 METZ Cedex 01

N° PROJET : 2025-PCO001-005

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE

(en application de l'article L.2123-1 et des articles R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique)
intégrant le dispositif DUME

Objet du marché

Projet n° 2025-PCO001-005
**CHATILLON-SOUS-LES-COTES (55) – Groupement munition Le Rozelier – Construction
d'un poste central de protection**
Marché de contrôle technique

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur du SID Nord-Est
1, rue du Maréchal Lyautey
CS 92005 - 57044 METZ Cedex 01

Représentant de la maîtrise d'ouvrage

ETAT – MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est
Représenté par le chef du pôle conduite des opérations de Metz

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE :	4
1.1 PROCEDURE	4
1.2 DECOMPOSITION EN PARTIES TECHNIQUES / DELAI D'EXECUTION	4
1.3 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
1.4 DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET	4
1.5 MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX ET MONTANT	4
1.6 CONFIDENTIALITE DU MARCHE	4
ARTICLE 2 - INTERVENANTS	5
2.1 MAITRISE D'ŒUVRE	5
2.2 COORDINATION SPS	5
2.3 COORDINATION SSI	5
2.4 COORDINATION DES TRAVAUX	5
2.5 ÉTABLISSEMENT(S) UTILISATEUR	5
2.6 SOUS-TRAITANCE	5
2.7 INSPECTION DU TRAVAIL COMPETENTE	5
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 4 - PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES	6
4.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	6
4.2 MESURES DE SECURITE PROPRE AUX ARMEES-PROTECTION DU SECRET	6
4.2 ACTIVITES SENSIBLES DU SITE	7
ARTICLE 5 - CONNAISSANCES ANTERIEURES – PROPRIETE INTELLECTUELLE	8
5.1 UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	8
5.2 UTILISATION DES RESULTATS	8
ARTICLE 6 - CONTENU DE LA MISSION	9
6.1 ÉTENDUE DE LA MISSION	9
6.2 CONDITIONS D'EXECUTION	9
6.3 CONTENU DE LA MISSION PENDANT LA PARTIE TECHNIQUE N°1 : CONCEPTION PHASE AVP	9
6.4 CONTENU DE LA MISSION PENDANT LA PARTIE TECHNIQUE N°2 : RÉALISATION	10
6.5 PROLONGATION DE DELAI DU MARCHE TRAVAUX : INCIDENCE SUR LA MISSION	10
6.6 VACATIONS SUPPLEMENTAIRES	10
6.7 MOYENS ACCORDES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	10
6.8 AUTORITE DU CONTROLEUR TECHNIQUE	11
6.9 MESURES COVID	11
ARTICLE 7 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX	11
7.1 REGLEMENT DES COMPTES	11
7.2 DEMANDE D'ACOMPTE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.3 ACOMPTE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.4 DEMANDE DE PAIEMENT FINAL	11
7.5 DECOMPTE GENERAL DU MARCHE	11
7.6 DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE	11
7.7 MODE DE VARIATION DES PRIX	11
7.8 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	12
7.9 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	12
7.10 SUSPENSION DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	12
7.11 RETENUE DE GARANTIE	12
7.12 AVANCE	12
ARTICLE 8 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD	13
8.1 DELAI POUR FOURNIR UN AVIS SUR DOCUMENT TRANSMIS PAR MAITRE DE L'OUVRAGE	13
8.2 COOPERATION AVEC LES AUTRES INTERVENANTS	13
8.3 DELAI POUR FOURNIR UN RAPPORT	13
8.4 DELAI POUR FOURNIR LE RAPPORT FINAL	13
8.5 PENALITES	13
8.6 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS D'ETUDE OU DES AVIS	13
8.7 PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS	13
8.8 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	13
ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14

9.1 ASSURANCE	14
9.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE	14
9.3 ADMISSIONS DES PRESTATIONS	14
9.4 ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	14
9.5 NON RENOUVELLEMENT OU PERTE DE L' AGREMENT	14
9.6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE	14
ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	15

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE :

CHATILLON-SOUS-LES-COTES (55) – Groupement munition Le Rozelier Marché de contrôle technique

ID COSI : 452 935

Projet n°2025-PCO001-005

1.1 Procédure

MARCHÉ PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE (MAPA)

en application des articles R.2122-4, R.2124-7 du code de la commande publique

1.2 Décomposition en parties techniques / Délai d'exécution

Le délai global d'exécution du présent marché est de **trente-trois (33) mois**, y compris une période de préparation d'un (1 mois). Il se décompose en 2 parties techniques :

N°	Parties techniques	Délais marché de travaux	Délais du présent marché
1	CONCEPTION phase AVP	9 mois fractionnés (6 mois : rédaction AVP et 3 mois contrôle interne et validation)	3 mois dont 1 mois de préparation
2	REALISATION	18 mois estimé	18 mois
	Période de Garantie de Parfaite Achèvement (GPA)	12 mois	12 mois

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI, le point de départ du délai d'exécution de chaque partie technique ou fraction de partie technique court à compter de la date fixée par l'ordre de service du représentant de la maîtrise d'ouvrage.

1.3 Délai de validité des offres

Six (6) mois à compter de la date de la remise d'offre

1.4 Description sommaire du projet

L'opération fait partie d'un projet global de mise à niveau du système de sécurité de l'emprise du groupement de munition MDL-C SOISSE « Le ROZELIER ».

Elle consiste à la construction neuve d'un poste central de protection « PCP » associé à un poste de commandement crise « PC Crise ». Cette opération, actuellement au stade Esquisse validée, sera menée en maîtrise d'œuvre interne par le SID Nord-Est / Pôle de maîtrise d'œuvre de Metz.

Le bâtiment à construire aura une superficie d'environ 230 m² en plein pied.

1.5 Mode de dévolution des travaux et montant

☒ Marché à lots
☐ Marché unique (groupement d'entreprise) ;
Montant travaux estimé : 1 300 000,00 € TTC

1.6 Confidentialité du marché

Sans objet

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

<u>2.1 Maîtrise d'œuvre</u>	Les compétences de maîtrise d'œuvre seront assurés en interne par le SID Nord-Est / Pôle de maîtrise d'œuvre de Metz
<u>2.2 Coordination SPS</u>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui : une consultation sera lancée pour le début des travaux <input type="checkbox"/> Non
<u>2.3 Coordination SSI</u>	<input type="checkbox"/> Oui : <input checked="" type="checkbox"/> Non
<u>2.4 Coordination des travaux</u>	<input type="checkbox"/> Oui : <input checked="" type="checkbox"/> Non
<u>2.5 Etablissement(s) utilisateur</u>	USID : pour tout ce qui est CVC ; Groupement de munition « Le Rozelier »
<u>2.6 Sous-traitance</u>	<p>En cas de sous-traitance partielle de sa mission, le contrôleur technique ne peut faire appel qu'à un autre contrôleur technique agréé selon l'article 5 du décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.</p> <p>Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (https://subclik.com/). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 2.2 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance. Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance. L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat. Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCP.</p>
<u>2.7 Inspection du travail compétente</u>	Contrôle général des armées – Groupe des inspections – Inspection du travail dans les armées – 60 boulevard du général Martial VALIN – CS 21623 – PC066 – 75509 PARIS Cedex 15

ARTICLE 3 -PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité sachant que l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi :

- ☒ L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- ☒ Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- ☒ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G./P.I.) ;
- ☒ Les avenants et les actes spéciaux postérieurs à la notification du marché ;
- ☒ Le cadre du détail estimatif (DE) ;
- ☒ Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- ☒ Les lois, décrets et arrêtés d'application en vigueur pour le contrôle technique
- ☒ L'Arrêté du 19 mai 2020-Intervention d'entreprise extérieurs

ARTICLE 4 -PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES

4.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire, ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les études.

Pour tout manquement aux obligations de confidentialité du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant dans les conditions fixées à l'article 39 du CCAG/PI et sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/PI.

4.2 Mesures de sécurité propre aux armées-Protection du secret

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent les Armées ; le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5 du C.C.A.G./P.I.

De plus les prescriptions faisant l'objet du présent marché intéressent les Armées mais ne comportent pas de mesures particulières, ni ne présentent de caractère secret, soit dans l'objet du marché, soit dans ses conditions d'exécution.

Le titulaire du présent marché sera soumis aux obligations suivantes :

- Tout personnel fera l'objet de contrôle individuel.
- Le titulaire devra remettre au représentant du maître d'ouvrage, une fiche de renseignement ainsi qu'une photocopie lisible de la carte d'identité ou de celle de la carte de séjour pour les étrangers, pour chaque membre du personnel amené à accéder sur le site.
- Comme l'autorise l'article D.1221-24 du code du Travail, il sera exigé la fourniture des copies de titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.
- Tous les personnels devront se conformer aux prescriptions particulières d'accès au site où se déroulent les prestations.

Toute personne étrangère au ministère des armées doit, pour accéder et/ou séjourner dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité militaire exerçant les prérogatives du Commandant d'Armes de l'enceinte considérée.

L'autorisation d'accès est subordonnée au contrôle élémentaire.

Cette autorisation se traduit par la délivrance, après enquête, d'un laissez-passer accordé, selon le cas, à titre permanent ou temporaire.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus de laissez-passer par les services compétents. Ces derniers ne sont pas obligés de justifier leur décision et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire du marché devra soumettre à l'agrément les personnels chargés d'exécuter ce marché. Ceux-ci devront faire l'objet d'une procédure de contrôle primaire.

Tout changement, même temporaire de ces personnels, est immédiatement porté à la connaissance du conducteur d'opération et ne pourra se faire sans son accord préalable.

La liste des véhicules du titulaire comportant la marque et l'immatriculation est également remise au responsable de l'emprise militaire. A ce titre, une liste nominative des participants à la mission ainsi que la liste des numéros d'immatriculation et assurances des véhicules seront établies par le titulaire et adressées au chargé d'affaires du PCO en charge du suivi de ce présent marché au minima 1 mois avant le début des prestations.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans le document ci-après annexé au présent CCP :

- L'Arrêté du 19 mai 2020-Intervention d'entreprise extérieurs

<p><u>4.2 Activités sensibles du site</u></p>	<p>L'emprise du Rozelier est un Point d'Importance Vitale (PIV), classifiée en Zone Protégée (ZP) englobant une Zone Militaire Hautement Sensible (ZDHS). Les zones d'interventions du titulaire seront uniquement situées en Zone Protégée (ZP).</p> <p>Le titulaire est informé des contraintes suivantes pour l'accès et le travail sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prestations se dérouleront en site occupé. Les relevés et les investigations ne doivent pas perturber le fonctionnement de l'organisme. La mission opérationnelle du régiment primera sur la mission du titulaire. - Le prestataire soumettra au maître d'ouvrage un calendrier des visites et missions à effectuer sur le site afin d'être accompagné de personnes facilitant l'accès aux locaux et/ou documents ainsi que de permettre au GMu d'adapter son activité opérationnelle. - Le chargé de prévention des organismes rédigera un plan de prévention avant toutes les interventions du titulaire sur le site. Ce dernier devra fournir toutes les informations nécessaires à la rédaction du plan de prévention. - Ni visites ni travaux ne pourront être programmés en dehors des heures ouvrées. <p>L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures dans un organisme du ministère de la défense sera appliqué</p>
--	---

ARTICLE 5 -CONNAISSANCES ANTERIEURES – PROPRIETE INTELLECTUELLE

<p><u>5.1 Utilisation des connaissances antérieures</u></p>	<p>Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG PI. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 34.1 du CCAG PI.</p> <p>Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du titulaire et le cas échéant, d'une convention spécifique.</p>
<p><u>5.2 Utilisation des résultats</u></p>	<p>Les résultats sont définis à l'article 32.1 du CCAG PI. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 35.1 du CCAG PI.</p> <p>5.2.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique Pour les besoins découlant de l'objet, le titulaire concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits composés des droits de reproduction et de représentation définis à l'article 35.2.1 du CCAG PI. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du titulaire.</p> <p>Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous conditions résolutoires de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour une durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.</p> <p>Le prix de la concession est intégré au prix du marché défini à l'acte d'engagement.</p> <p>5.2.2 Mise en œuvre de la protection des droits moraux. Le maître d'ouvrage respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il informe avant toute intervention sur son œuvre.</p> <p>5.2.3 Utilisation commerciale. Par défaut, le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.</p> <p>Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du titulaire afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La durée de l'exploitation ; - Les finalités de l'exploitation commerciale ; - Les supports de reproduction ; - Le montant et les modalités de calcul de la redevance ; - Les modalités de contrôle des versements effectués. <p>Un contrat de cession de droits est passé entre le titulaire et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R.2122-3-3° du code de la commande publique.</p>

ARTICLE 6 - CONTENU DE LA MISSION

6.1 Étendue de la mission	<p>Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle technique pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.</p> <p>La prestation comprendra la réalisation des missions suivantes selon le décret n°99-443 du 28 mai 1999 dont le contenu est normé selon la NF P03-100 :</p> <table><tr><th>Missions</th><th>Descriptions</th><th>Type (B/C)*</th><th>Incluse au marché</th></tr><tr><td>L</td><td>Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables</td><td>B</td><td>X</td></tr><tr><td>S</td><td>Conditions de sécurité des personnes dans les constructions</td><td>B</td><td>X</td></tr><tr><td>PS</td><td>Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme</td><td>C</td><td></td></tr><tr><td>P1</td><td>Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés</td><td>C</td><td></td></tr><tr><td>F</td><td>Fonctionnement des installations</td><td>C</td><td></td></tr><tr><td>Ph</td><td>Isolation acoustique des bâtiments</td><td>C</td><td></td></tr><tr><td>Th</td><td>Isolation thermique et aux économies d'énergie</td><td>C</td><td>X</td></tr><tr><td>Hand</td><td>Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées</td><td>C</td><td></td></tr><tr><td>Brd</td><td>Transport des brancards dans les constructions</td><td>C</td><td></td></tr><tr><td>LE</td><td>Solidité des existants</td><td>C</td><td></td></tr><tr><td>Av</td><td>Stabilité des avoisinants</td><td>C</td><td></td></tr><tr><td>GTB</td><td>Gestion technique du bâtiment</td><td>C</td><td></td></tr><tr><td>ENV</td><td>Environnement</td><td>C</td><td>X</td></tr><tr><td>HYS</td><td>Hygiène et à la santé dans les bâtiments</td><td>C</td><td>X</td></tr><tr><td>CO</td><td>Coordination des missions de contrôle</td><td>C</td><td></td></tr></table> <p><i>*B : Base / C : Complémentaire</i></p> <p><i>Les missions qui ne sont pas mentionnées incluses au marché sont par déduction logique non incluses au marché.</i></p> <p>En complément, il est demandé de réaliser au titre du présent marché la mission VIEL (Vérification Initiale des Installations Électriques) selon la prescription de l'article R4226-14 du code du travail et conformément à l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.</p>	Missions	Descriptions	Type (B/C)*	Incluse au marché	L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables	B	X	S	Conditions de sécurité des personnes dans les constructions	B	X	PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme	C		P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés	C		F	Fonctionnement des installations	C		Ph	Isolation acoustique des bâtiments	C		Th	Isolation thermique et aux économies d'énergie	C	X	Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées	C		Brd	Transport des brancards dans les constructions	C		LE	Solidité des existants	C		Av	Stabilité des avoisinants	C		GTB	Gestion technique du bâtiment	C		ENV	Environnement	C	X	HYS	Hygiène et à la santé dans les bâtiments	C	X	CO	Coordination des missions de contrôle	C	
Missions	Descriptions	Type (B/C)*	Incluse au marché																																																														
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables	B	X																																																														
S	Conditions de sécurité des personnes dans les constructions	B	X																																																														
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme	C																																																															
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés	C																																																															
F	Fonctionnement des installations	C																																																															
Ph	Isolation acoustique des bâtiments	C																																																															
Th	Isolation thermique et aux économies d'énergie	C	X																																																														
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées	C																																																															
Brd	Transport des brancards dans les constructions	C																																																															
LE	Solidité des existants	C																																																															
Av	Stabilité des avoisinants	C																																																															
GTB	Gestion technique du bâtiment	C																																																															
ENV	Environnement	C	X																																																														
HYS	Hygiène et à la santé dans les bâtiments	C	X																																																														
CO	Coordination des missions de contrôle	C																																																															
6.2 Conditions d'exécution	<p>Le contrôle technique intervient dans les conditions fixées par le CCTG/CT (notamment les articles 10, 11, 12, 13 et l'annexe B) et la norme NF P 03-100 de septembre 1995 (notamment son paragraphe 4) relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.</p> <p>Le cas échéant, la mission de contrôle technique s'applique également aux variantes ou options présentées lors de la consultation du marché de travaux.</p>																																																																
6.3 Contenu de la mission pendant la partie technique n°1 : CONCEPTION phase AVP	<ul style="list-style-type: none">- Analyser les documents de conception (AVP) établis par SID Nord-Est, élaborer et transmettre les avis correspondants ;- Participer à des réunions relatives aux études de conception dans les bureaux de la maîtrise d'ouvrage, y compris transport ;- Rédiger et transmettre le rapport initial de contrôle technique.																																																																

<p><u>6.4 Contenu de la mission pendant la partie technique n°2 : RÉALISATION</u></p>	<p>a) <u>période de réalisation des travaux</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Examiner les documents d'exécution, formuler et transmettre les avis correspondants ; - Participer à des réunions de mises au point techniques dans les bureaux de la maîtrise d'ouvrage ou sur site, y compris transport ; - Participer aux réunions de chantier ; - Suivre et examiner sur chantier les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle, formuler et transmettre les avis correspondants ; - Rédiger et transmettre le rapport final de contrôle technique avant réception des travaux ; - Participer aux opérations de réception et formuler les avis correspondants ; - Réaliser la vérification initiale des installations électriques, rédiger et transmettre le rapport correspondant. <p>b) <u>période de levée des réserves des travaux et de garantie de parfait achèvement (GPA)</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - examen des travaux et des documents pendant la période de levée des réserves et la période de garantie de parfait achèvement.
<p><u>6.5 Prolongation de délai du marché travaux : Incidence sur la mission</u></p>	<p>Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI, une prolongation de délai de la même durée que celle du marché de travaux sera accordée au titulaire du marché de contrôleur technique sans demande de sa part. Elle fera l'objet d'une décision du RPA notifiée par ordre de service.</p> <p>Pendant cette période, le contrôleur assure sa mission dans les conditions fixées ci-avant.</p> <p>Les prestations à exécuter pendant la prolongation du marché de travaux seront commandées expressément par le maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 6.6 ci-après. La rémunération de ces prestations se fera par application du prix prévu au bordereau de prix unitaires.</p>
<p><u>6.6 Vacances supplémentaires</u></p>	<p>Les vacations supplémentaires à exécuter pendant la prolongation du (ou des) marché(s) de travaux ou pendant la période de levée des réserves ou pendant la période de garantie de parfait achèvement seront commandées expressément par le maître d'ouvrage et feront l'objet d'un ordre de service du maître d'ouvrage notifié au titulaire précisant leur nombre, leur fréquence et l'incidence financière sur le montant du marché.</p> <p>Le nombre et la fréquence de ces prestations seront arrêtés entre le maître de l'ouvrage et le titulaire du présent marché.</p> <p>Le règlement de ces vacations se fera par application du prix unitaire correspondant indiqué au bordereau de prix unitaires (BPU).</p>
<p><u>6.7 Moyens accordés par le maître d'ouvrage</u></p>	<p>Le maître d'ouvrage s'engage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à informer les maître(s) d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans le présent marché ; - à fournir au contrôleur technique, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tout renseignement, justificatif et document technique utiles à l'accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative ; - à fournir toute facilité au contrôleur technique pour l'exercice de sa mission ; - à prévenir le contrôleur technique de la date de commencement des travaux. Ce dernier est par ailleurs informé du déroulement du chantier par la communication systématique qui lui est faite des compte-rendu de réunion ; il assiste systématiquement aux dites réunions ; - à informer le contrôleur technique de l'intervention de toute entreprise au titre de la garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

<u>6.8 Autorité du contrôleur technique</u>	<p>Le contrôleur technique aura un droit d'accès permanent au chantier et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.</p> <p>Tout différend entre le contrôleur technique et les autres intervenants dans l'opération, y compris la maîtrise d'œuvre, est sous la gestion du maître d'ouvrage.</p> <p>Le contrôleur technique est habilité à se faire communiquer par les différents intervenants, y compris la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS, tout document et information nécessaire à l'accomplissement de sa mission.</p>
<u>6.9 Mesures COVID</u>	<p>Dans le cadre de la pandémie COVID-19, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés œuvrant sur le chantier.</p> <p>Pour cela, il se conformera au guide de préconisations réalisé par l'OPPBTP, validé par le gouvernement, rendu public le 2 avril 2020 modifié (1ère modification du guide le 11 janvier 2021), permettant l'activité du secteur du BTP, tout en assurant la sécurité des salariés.</p>

ARTICLE 7 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

<u>7.1 Règlement des comptes</u>	<p>Le règlement des sommes dues au titulaire est effectué via un paiement à l'achèvement complet de chaque partie technique.</p> <p>Le paiement ne peut intervenir qu'après l'achèvement complet de la partie technique et sa réception par le maître d'ouvrage conformément à l'article 9 du présent CCP.</p>
<u>7.2 Demande de paiement</u>	<p>Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 9 du présent CCP, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur via chorus formulaire une demande de paiement correspondant aux prestations fournies.</p> <p>Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement. Dans ce cas, la demande rectifiée est notifiée au titulaire.</p> <p>Le titulaire devra adresser ses factures de façon dématérialisée et gratuitement en utilisant le portail sécurisé Chorus pro. Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures se trouvent sur le site https://chorus-pro.gouv.fr. Ce dispositif permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement ;</p> <p>Les mentions suivantes doivent impérativement être reportées sur les factures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - numéro d'engagement juridique - code service exécutant SID Nord-Est/PCO de METZ : D10711I057_16 - SIRET : 130 001 902 00 373
<u>7.3 Décompte général du marché</u>	<p>Article 8.1 du C.C.A.G PI</p> <p>Le représentant du pouvoir adjudicateur établit le décompte général du marché qui comprend la récapitulation des paiements déjà réglés ainsi que du solde à verser.</p>
<u>7.4 Date d'établissement des prix du marché</u>	<p>La date de remise de l'offre par le titulaire est appelé « mois zéro (m0) ».</p>
<u>7.5 Mode de variation des prix</u>	<p><input type="checkbox"/> Les prix sont fermes (aucune variation de prix)</p>
	<p><input type="checkbox"/> Les prix sont fermes actualisables</p> <p>Le prix ferme est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois m0 et la date de commencement d'exécution des prestations.</p> <p>L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C_i d'actualisation, donnée par la formule :</p> $C_i = \frac{I_{m-3}}{I_0}$ <p>dans laquelle I_0 est l'index ingénierie du mois m0 et I_{m-3} est l'index ingénierie du mois antérieur de 3 mois au mois "m" contractuel de commencement d'exécution des prestations.</p> <p>Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.</p>

	<input checked="" type="checkbox"/> Les prix sont révisables Le coefficient de révision C _n applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule : $C_n = 0,125 + 0,875 \times \frac{I_n}{I_0}$ dans laquelle I ₀ et I _n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois m ₀ et au mois n. Le mois n étant : pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des prestations ; pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des prestations. Les valeurs finales des paramètres retenues pour le calcul de la variation du prix sont celles atteintes à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.
<u>7.6 Choix de l'index de référence</u>	<input type="checkbox"/> Sans objet <input checked="" type="checkbox"/> Index I « INGENIERIE »
<u>7.7 Délai global de paiement</u>	Le délai global de paiement des avances, acomptes et solde est fixé à 30 jours . Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Il sera fait application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.
<u>7.8 Suspension du délai global de paiement</u>	Pour les acomptes, les paiements partiels définitifs et le solde : <ul style="list-style-type: none"> - En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde. - Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte, du paiement partiel définitif ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. A compter de la réception des justifications demandées par le maître de l'ouvrage, un nouveau délai global de paiement est ouvert. Ce nouveau délai est égal à 30 jours si la suspension est inférieure à 30 jours.
<u>7.9 Retenue de garantie</u>	Le contrôleur est dispensé de constituer une retenue de garantie.
<u>7.10 Avance</u>	<input checked="" type="checkbox"/> Marché non soumis à octroi d'une avance forfaitaire <input type="checkbox"/> Marché ouvrant droit à percevoir d'une avance forfaitaire <i>(si le marché atteint un montant supérieur à 50 000 € HT)</i>

ARTICLE 8 -DELAIS - PENALITES POUR RETARD

<u>8.1 Délai pour fournir un avis sur document transmis par maître de l'ouvrage</u>	Sept (7) jours , à compter de la réception de chaque document d'étude que lui transmet le maître d'ouvrage pour formuler un avis
<u>8.2 Coopération avec les autres intervenants</u>	Quinze (15) jours à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations objet du présent marché. Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, ainsi qu'au présent marché.
<u>8.3 Délai pour fournir un rapport</u>	Le contrôleur technique fournira au maître d'ouvrage chacun de ses rapports de contrôle technique au maximum sept (7) jours après la date de réception de l'ordre de service prescrivant de le fournir.
<u>8.4 Délai pour fournir le rapport final</u>	Le contrôleur technique remettra au maître d'ouvrage le rapport final de contrôle technique au maximum trente (30) jours avant la date fixée par ordre de service pour les opérations préalables à la réception des travaux.
<u>8.5 Pénalités</u>	<p>Les clauses de variation des prix sont applicables aux pénalités. Les pénalités se cumulent. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document ou de l'avis et la date limite prévue en tenant compte des délais prévus.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG/PI, aucune exonération d'office de pénalités ne sera consentie.</p>
<u>8.6 Pénalités pour retard dans la remise des documents d'étude ou des avis</u>	<p>Montant de pénalité €/ jour par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Rapport d'analyse des offres type APS</u> 150 € • <u>Avis sur document transmis par le maître d'ouvrage :</u> 50 € • <u>Coopération avec les autres intervenants :</u> 50 € • <u>Fourniture d'un rapport :</u> 100 € • <u>Fourniture du rapport final :</u> 200 €
<u>8.7 Pénalités pour absence aux réunions</u>	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI , pour toute absence à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 € .
<u>8.8 Prolongation du délai d'exécution</u>	<p>Une prolongation du délai d'exécution ne pourra être accordée que dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13.3 du CCAG/PI.</p> <p>Toutefois par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI, toute prolongation du délai d'exécution du marché de travaux fera l'objet d'une prolongation du présent marché d'une même durée sans demande du titulaire.</p>

ARTICLE 9 -OBLIGATIONS DU TITULAIRE

<p><u>9.1 Assurance</u></p>	<p>Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.</p> <p>Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le coordonnateur devra justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.</p>
<p><u>9.2 Obligations du titulaire en cours de marché en matière de travail dissimulé</u></p> <p><i>(marché supérieur à 3 000 € TTC)</i></p>	<p>Il sera fourni, tous les 6 mois, pour les marchés dont le montant est supérieur à 3 000 € TTC les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions • les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année précédant la consultation (volets 3666), ou l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI 2 édité par le Minefe) • la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail
<p><u>9.3 Admissions des prestations</u></p>	<p>L'admission des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.</p> <p>Conformément à l'article 29.4 du CCAG/PI en cas de rejet des prestations par le RPA, le titulaire est tenu de reprendre à nouveau ses prestations à ses frais.</p> <p>En cas de non-exécution, le représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du prestataire.</p> <p>Toute demande de paiement reçue avant achèvement de la totalité des prestations dues au titre du marché sera refusée par l'administration.</p>
<p><u>9.4 Achèvement de la mission</u></p>	<p>La mission du titulaire s'achève à l'issue de la période de levée des réserves et de la période de garantie de parfait achèvement et après fourniture de l'ensemble des documents dus au titre de sa mission.</p>
<p><u>9.5 Non renouvellement ou perte de l'agrément</u></p>	<p>En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du titulaire portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.</p>
<p><u>9.6 Obligations du titulaire en cours de marché en matière de travail dissimulé</u></p>	<p>Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de régulariser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.</p> <p>Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.</p> <p>En l'absence de régularisation satisfaisante dans un délai de 6 mois, le pouvoir adjudicateur en informe l'instance de contrôle et peut résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire du marché, conformément à l'article 32.1. du CCAG/PI.</p>

ARTICLE 10 -DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées au C.C.A.G./P.I. par le présent marché sont récapitulées ci-après :

- Article 4.1 du C.C.A.G./P.I. relatif aux pièces contractuelles,
- Article 13.1.1 du C.C.A.G./P.I. relatif au début du délai d'exécution,
- Article 13.3 du C.C.A.G./P.I. relatif à l'octroi des prolongations de délai,
- Article 14.1 du C.C.A.G./P.I. relatif aux pénalités,
- Article 14.3 du C.C.A.G./P.I. relatif à l'exonération des pénalités.